FRANCE STRATÉGIE

INFORMATION PRESSE

Paris, le 28/02/2017

Les mutations socioéconomiques en Allemagne : bilan et perspectives

Comprendre la portée et les limites des mutations économiques et sociales en Allemagne et identifier les perspectives d'évolution à moyen et long termes de l'économie allemande permet de déterminer si la trajectoire actuelle du pays est durable et si elle permet de faire face aux enjeux contemporains et aux défis à venir. Ce tableau – contrasté – de la situation actuelle en Allemagne apparaît singulièrement opportun sinon indispensable au débat public français, où l'Allemagne joue souvent un rôle de référence, plus de vingt-cinq ans après sa réunification. Mais il est également nécessaire au débat public européen, à l'heure où l'Europe s'apprête à célébrer, le 25 mars prochain, le 60ème anniversaire du Traité de Rome, fondateur de l'intégration européenne, et le 7 juin le vingt-cinquième anniversaire du Traité de Maastricht qui a ouvert la voie à l'introduction de l'euro. Trois séries d'arguments sont présentées dans l'analyse de France Stratégie.

Un bilan contrasté sur le plan macroéconomique

L'Allemagne est régulièrement présentée comme la « locomotive de la zone euro ». Certes, le bilan de la décennie 2006-2016 est globalement positif. Cependant, l'analyse doit être nuancée et le diagnostic relativisé. Non seulement la décennie précédente (1995-2005) a été marquée par un relatif marasme économique et social, expliqué notamment par les difficultés suscitées ou aggravées par l'unification du pays, mais les perspectives à plus long terme posent des défis au pays. Cinq paramètres principaux permettent d'établir ce bilan contrasté sur le plan macroéconomique.

- **La croissance économique**, à l'aune du Produit intérieur brut (PIB), a été dans l'ensemble plus vigoureuse en Allemagne depuis 2010. Mais la décennie précédente a été marquée par une situation inverse et une récession particulièrement forte en 2009. De plus, le différentiel de croissance entre l'Allemagne et la France devrait se réduire et même s'inverser au profit de la France dans les années à venir selon les organisations internationales.
- L'inversion du **solde de la balance des paiements courants**, désormais largement excédentaire (plus de 6 % du PIB depuis 2011), est susceptible de se poursuivre, alors même qu'il atteint un seuil jugé problématique pour les voisins européens et l'équilibre de la zone euro, en tension avec les règles européennes.
- Par ailleurs, si différents facteurs ont permis de faire baisser **le taux de chômage** entre 2005 et 2015, avec des prévisions de recul en 2016 puis de stabilisation en 2017 et 2018, cette baisse est associée à une moindre qualité de l'emploi, en particulier à l'essor du travail à temps partiel et au développement de formes d'emploi atypiques.

- L'Allemagne est de surcroît devenue l'un des pays de l'Union européenne (UE) où les ***inégalités salariales*** sont les plus marquées, même si elles sont fortement atténuées par le caractère redistributif du système fiscal et des transferts sociaux. De plus, les ***inégalités de patrimoine*** sont plus fortes en Allemagne que dans la plupart des pays comparables, tandis que les ***inégalités territoriales***, en particulier entre les anciens et nouveaux Länder, restent clairement perceptibles.
- Si **les comptes publics** ont été ramenés à l'équilibre en 2007 et 2008, tandis que le ratio dette publique/PIB est passé de 81 % en 2012 à 75 % en 2015, avec une projection à 63 % en 2018, le rythme de ce désendettement ne fait pas l'unanimité dans la mesure où il peut apparaître inapproprié dans la situation actuelle, où l'Allemagne a un besoin accru d'investissements.

Des zones d'ombre sur les perspectives d'évolution

Revers de la médaille, l'économie allemande présente un certain nombre de fragilités et de risques. A côté de la multiplication d'emplois de moindre qualité et à bas salaires, associée à l'ampleur des inégalités de revenu, l'Allemagne doit faire face à un **déclin démographique**, que les arrivées migratoires ne sauraient compenser à elles seules. Ces **flux migratoires** constituent un défi à la fois économique et socio-politique, et la réussite de l'intégration dépend des investissements. Or, ces investissements manquent, notamment sur le plan de **la transition énergétique**. A ces zones d'ombres et d'incertitudes viennent s'ajouter celles sur **la capacité d'innovation et de renouvellement du tissu productif**, dans le cadre de la transformation numérique et technologique rendue impérative par la nouvelle révolution industrielle.

Des déséquilibres extérieurs sources de tensions

Les déséquilibres extérieurs constituent le dernier paramètre pris en compte dans cette analyse. Ils portent également une double facette. Si la RFA – puis l'Allemagne réunifiée – a été le premier exportateur de biens manufacturés de 1970 à 1992 puis de 2003 à 2008, les comptes extérieurs du pays sont les plus excédentaires au niveau mondial, atteignant près de 8,8 % du PIB en 2016 et dépassant ainsi très largement ceux de la Chine. Si cet excédent illustre à la fois un très haut niveau de compétitivité internationale et une très forte insertion dans les échanges mondiaux, il reflète également l'insuffisance persistante de la consommation et de l'investissement internes, malgré la reprise opérée ces dernières années. Ce déséquilibre pose par ailleurs problème aux partenaires commerciaux, notamment européens, en limitant leurs débouchés et en incitant les produits allemands à se reporter sur les marchés extérieurs. Aussi, il existe des marges de manœuvres pour promouvoir l'investissement et renforcer ainsi le potentiel de croissance de l'Allemagne comme de la zone euro et de l'UE, ainsi que pour poursuivre les récentes augmentations de salaires, sans compromettre l'avantage compétitif des entreprises allemandes et la compétitivité globale de l'économie.

Téléchargez le document de travail
Les mutations socioéconomiques en Allemagne : bilan et perspectives.

CONTACTS PRESSE

Jean-Michel Roullé
Directeur du service Édition-Communication
+33 (1) 42 75 61 37 / +33 (6) 46 55 38 38
jean-michel.roulle@francestrategie.eu

Joris Aubrespin
Chargé des relations presse
+33 (1) 42 75 60 27 / +33 (6) 20 78 57 18
joris.aubrespin@francestrategie.eu

@Strategie_Gouv

France-strategie-presse@strategie.gouv.fr

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Premier ministre
Commissariat général à la stratégie et à la prospective

France Stratégie a pour mission d'éclairer les choix collectifs. Son action repose sur quatre métiers : évaluer les politiques publiques ; anticiper les mutations à venir dans les domaines économiques, sociétaux ou techniques ; débattre avec les experts et les acteurs français et internationaux ; proposer des recommandations aux pouvoirs publics nationaux, territoriaux et européens. Pour enrichir ses analyses et affiner ses propositions France Stratégie s'attache à dialoguer avec les partenaires sociaux et la société civile. France Stratégie mise sur la transversalité en animant un réseau de huit organismes aux compétences spécialisées.

www.strategie.gouv.fr